



Sécurité d'énergie pour le Développement durable dans les Amériques



Organisation des
États Américains

Sécurité énergétique pour un développement durable dans les Amériques

Introduction

Lors du Premier Sommet des Amériques tenu à Miami en 1994, les chefs d'État ont reconnu que l'accès à une énergie durable est indispensable au développement social et économique et ont établi le *Partenariat pour une utilisation durable de l'énergie*¹. Les Sommets subséquents ont maintenu le focus sur l'énergie comme un thème essentiel de la recherche d'une saine croissance économique et de la durabilité de l'environnement. D'autre part, lors de la 37e Session ordinaire de l'Assemblée générale tenue à Panama en 2007, les États membres ont catégoriquement reconnu comme un but essentiel le besoin de générer et de renforcer des marchés régionaux pour l'utilisation d'une énergie moins polluante, ainsi que l'échange d'information et d'expériences en vue de l'obtention d'un développement durable au sein du Continent. À l'approche du Cinquième Sommet des Amériques, les questions liées à l'énergie durable sont encore plus pertinentes aujourd'hui et justifient des réponses plus agressives de la part de nos chefs d'État.

Les nombreux défis auxquels font face les Amériques dans le secteur énergétique sont exacerbés par la crise financière mondiale — l'énergie durable du Continent est un défi de plus en plus difficile à relever. La crise a un impact sur les marchés énergétiques à tous les niveaux et est perçue comme une menace à la sécurité énergétique de la région. Pour les consommateurs, la capacité de payer les services énergétiques a grandement diminué à la suite des pertes d'emploi et des pertes de revenus. Pour les producteurs d'énergie et les investisseurs dans le secteur énergétique, la dette grandissant et les marchés boursiers ont rendu plus difficile l'accès au capital pour les nouveaux investissements dans les approvisionnements en énergie. De nombreux projets énergétiques ont été mis en suspens ou annulés en raison de la crise. Citons à titre d'exemples: des projets de sables pétrolifères d'une valeur de plus de 60 milliards de dollars canadiens retardés ou annulés au Canada; la réduction ou l'annulation de grands projets éoliens et d'éthanol aux États-Unis, et la mise en suspens de plus de 125 millions de dollars US en investissements énergétiques pour 2009 au Brésil. Du côté positif, une demande globale de pétrole réduite et la baisse subséquente des prix du pétrole au cours des derniers six mois ont bénéficié aux consommateurs. Cependant, les producteurs de pétrole dans la région ont connu d'importantes pertes de revenus.

Même si les pays du Continent peuvent se vanter d'avoir des habitudes de consommation et des capacités uniques de production énergétique (la section ci-après fournit un résumé des statistiques énergétiques clés dans l'ensemble de la région), il y a un certain nombre de défis conjoints auxquels ils font tous face, notamment:

- Accès à des services énergétiques modernes
- Lien entre l'énergie et le changement climatique
- Fiabilité de l'approvisionnement en énergie
- Volatilité des prix de l'énergie

¹ Voir http://www.summit-americas.org/Miami_Summit/Energy_Eng.htm

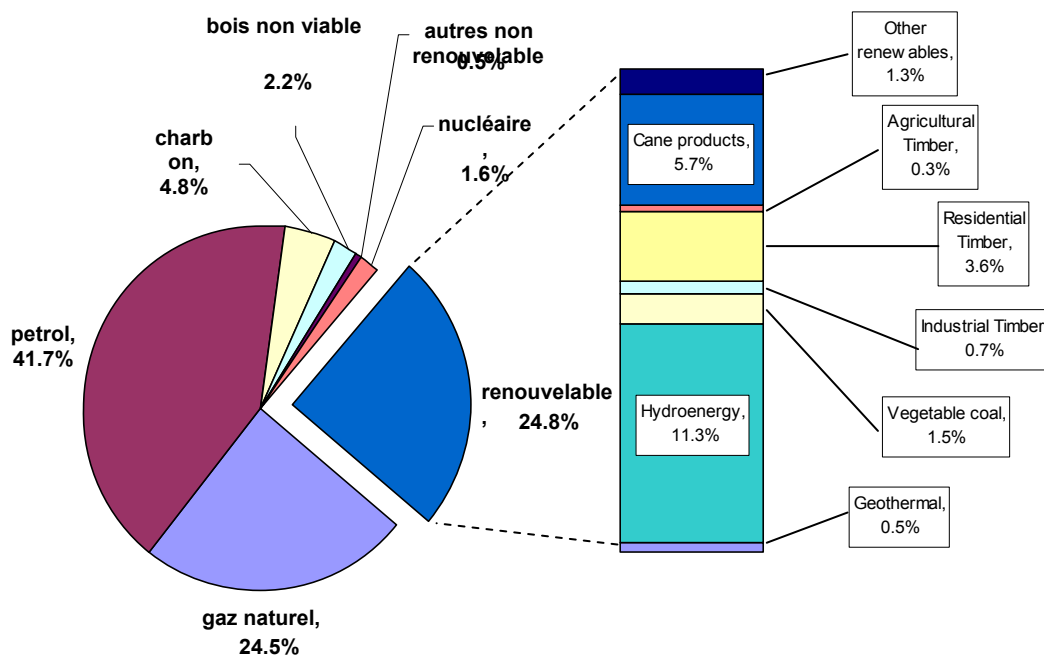
Ce document stratégique examine plusieurs de ces défis, en particulier dans le contexte de la crise économique actuelle. En réponse à chacune de ces questions difficiles, un certain nombre d'alternatives de politique et de développement sont suggérées.

L'état actuel de l'énergie dans les Amériques

Résumé²

Les combustibles fossiles, y compris le pétrole, le gaz naturel et le charbon, sont la source d'énergie dominante pour la région, vu qu'ils représentent 71 % de l'approvisionnement en énergie. L'exportation de pétrole et de gaz est également une importante source de devises pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cependant, la crise financière mondiale a causé une baisse marquée des prix du pétrole, entraînant alors une réduction importante des revenus des pays exportateurs de pétrole de la région. Les projections pour les prochaines 25 années laissent entendre que le pétrole, le gaz et l'hydroélectricité à grande échelle vont continuer de dominer l'approvisionnement en énergie de la région. La projection d'énergie renouvelable demeure relativement basse en comparaison. Le graphique ci-dessous montre la composition de l'approvisionnement en énergie de la région d'Amérique latine et des Caraïbes pour l'année 2004.

Approvisionnement en énergie – Amérique latine et Caraïbes - 2004³



Des données publiées par l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) révèlent qu'en 2006, les Amériques ont consommé plus de 6 000 TWh d'électricité. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), il est prévu qu'au cours des prochaines 30 années, ce taux de consommation croisse à un taux annuel de 1,1 % en Amérique du Nord et de 2,4 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit un accroissement triplé de la production d'énergie et une capacité doublée, ce qui requerra un investissement de

² Une gamme complète de statistiques énergétiques peut être téléchargées du site http://www.iea.org/textbase/nppdf/free/2008/key_stats_2008.pdf

³ CÉPALC (2006): 'Sources d'énergie renouvelable en ALC: 2 ans après Bonn'

plus d'un billion de dollars US pour satisfaire à la demande en Amérique latine d'ici 2030. Au temps d'expansion actuel, l'AIE estime que l'Amérique latine devra investir au moins l'équivalent de 1,5 % de son produit intérieur brut total par année d'ici 2030—env. 50 % de plus que la moyenne des besoins d'investissement dans l'énergie dans le monde entier—dans l'approvisionnement accru en énergie et l'infrastructure afin de répondre à la demande.⁴

En ce qui a trait au secteur spécifique de l'électricité, au cours de la période de cinq ans entre 2003 et 2007, les pays des Amériques ont augmenté leur puissance installée de 9,4 % en moyenne, contribuant ainsi environ 90 gigawatts additionnels de puissance installée à la grille électrique de la région. La puissance installée du Belize a augmenté de 35,5 %, le taux de croissance le plus élevé pour la période 2003/2007, alors que celle de la Colombie a diminué de presque 7 %.⁵ En Amérique latine, la production d'électricité est dominée, dans la majorité des cas, par l'énergie hydroélectrique de grande échelle (59 %), le gaz naturel, le pétrole et le diesel (31 %), et l'énergie nucléaire (7 %). Dans la région des Caraïbes, la presque totalité de l'électricité produite et consommée vient de centrales thermiques qui utilisent du pétrole et du diesel importés (93%) pour la production d'énergie électrique. Dans le cas de l'Amérique du Nord, au Canada 57 % de la production d'électricité vient de l'énergie hydroélectrique de grande échelle, 26 % de l'énergie thermique, et 15 % de l'énergie nucléaire. Aux États-Unis, la production d'électricité est dominée par l'énergie thermique (70 %), provenant du charbon principalement, et l'énergie nucléaire (20 %). L'énergie hydroélectrique représente 7 % de la production totale d'énergie. En Amérique centrale, environ 10 % de la production d'électricité vient de ressources renouvelables non hydroélectriques—géothermique, coproduction et énergie éolienne. Toutefois, l'énergie hydroélectrique représente presque 50 % de l'approvisionnement en électricité.

Il est estimé que quelque 50 millions de personnes (10 % de la population) n'ont pas accès à des services d'électricité fiables. La plupart de ces personnes vivent dans des zones rurales et des régions isolées. Dans certains pays de la région, le pourcentage de la population rurale qui n'a pas accès à l'électricité va de 20 % à plus de 90 %. Les technologies d'énergie renouvelable offrent une solution dans les régions où l'extension du réseau électrique est difficile et financièrement prohibitive. Ces approches dispersées de l'électrification offrent des solutions rentables pour les pays qui s'efforcent d'améliorer l'infrastructure pour les communautés rurales et indigènes, et pour réduire ainsi la pauvreté.

La région demande des approvisionnements en énergie croissants pour appuyer la croissance et le développement économiques. Cependant, les ressources énergétiques subissent de fortes pressions. La production énergétique et les habitudes de consommation posent une sérieuse menace à l'environnement, en particulier en ce qui a trait aux émissions de CO₂. De plus en plus, les gouvernements des Amériques deviennent conscients du fait que les paradigmes de l'énergie doivent être révisés pour répondre adéquatement au défi de fournir une énergie fiable à leurs populations. À cet égard, une myriade de préoccupations liées à l'énergie s'avèrent cruciales pour la région.

⁴ Voir annexe 1 pour plus de statistiques énergétiques sur les pays des Amériques

⁵ Idem

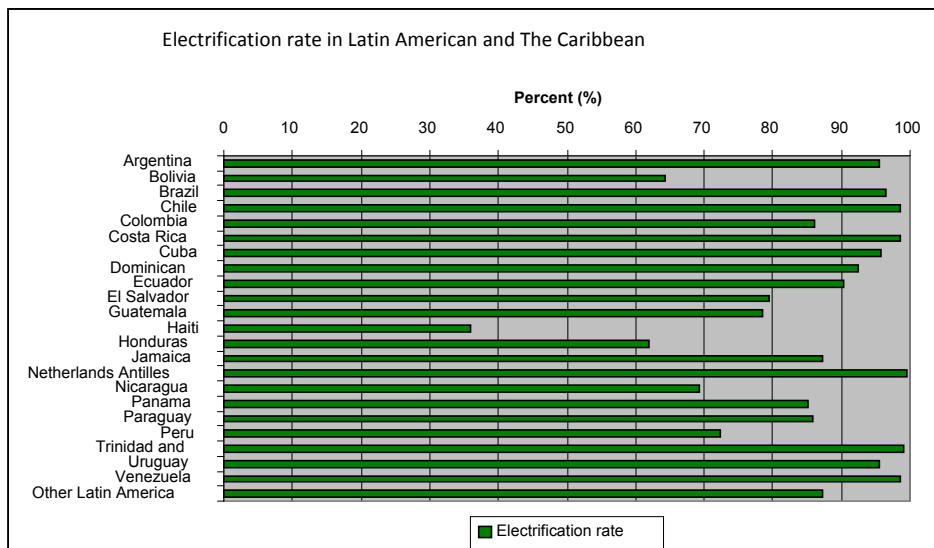
I. Défis à la durabilité énergétique

Accès à des services énergétiques modernes

L'accès à des services énergétiques modernes met en évidence la disponibilité de l'énergie qui est généralisée (ou universelle), diverse, fiable, sûre et abordable. L'accès à l'énergie moderne est fondamentale pour répondre aux besoins sociaux de base, stimuler la croissance économique et le développement humain. L'énergie sous ses nombreuses formes, que ce soit l'électricité, la vapeur ou les combustibles pour le transport, est l'intrant individuel le plus important – après l'innovation et la créativité humaine—pour bâtir une société vivante et dynamique. Le manque d'accès ou l'accès inadéquat à l'énergie a un impact direct sur un certain nombre de questions qui incluent les domaines suivants, sans pour autant y être limitées: des niveaux de productivité industrielle et agricole peu élevés; une santé humaine et environnementale déficiente; une éducation mal organisée; des pratiques de gestion hydriques inappropriées; des services de communication non fiables; un accès insuffisant à l'information.

Pendant de nombreuses décennies, les pays des Amériques se sont efforcés de fournir un accès universel aux services énergétiques fiables. Lors de plusieurs Sommets des Amériques, les chefs d'État ont mis en évidence la question de l'accès à l'énergie comme une priorité clé liée à l'atténuation de la pauvreté, à la création d'emplois, à la durabilité environnementale et à la promotion de la démocratie. En l'absence d'un accès adéquat à une énergie commerciale moderne, abordable et fiable, les pays pauvres se trouvent pris dans un cercle vicieux de pauvreté, d'instabilité sociale et de sous-développement.

Les politiques d'électrification rurale sont efficaces pour faire avancer l'électrification universelle. Ces types de politiques sont d'une importance particulière pour la région, considérant le fait que près de 10 % de la population de l'Amérique latine et des Caraïbes n'a pas accès aux services d'électricité modernes. Étendre ces services énergétiques jusque dans les milieux ruraux exige une escalade des infrastructures énergétiques et, dans la plupart des cas, la mise en œuvre de régimes hors grille. Les technologies d'énergie renouvelable jouent un rôle fondamental dans l'électrification rurale.



La biomasse est une importante source d'énergie dans les Amériques. Le bois, le fumier et les déchets des récoltes sont des sources d'énergie importantes pour la cuisson et le chauffage. L'Organisation mondiale de la santé estime qu'en Amérique latine, environ 30 000 personnes meurent annuellement d'infections respiratoires causées par la pollution atmosphérique intérieure. Des pratiques judicieuses liées à l'utilisation durable de la biomasse sous ses formes solides et liquides devraient être encouragées. Les nations du Continent ont un potentiel considérable de production d'éthanol et de biodiésel, de façon à promouvoir le développement rural et à appuyer la croissance économique tout en assurant l'amélioration à long terme de la sécurité alimentaire. Les biocombustibles peuvent avoir un impact positif sur le changement climatique s'ils sont produits de manière durable. Ils peuvent également aider à étendre l'accès aux services énergétiques fiables. Cependant, des questions telles que la planification de l'aménagement des sols et la protection de la biodiversité doivent être sujets à un examen constant.

La crise financière mondiale met encore plus de pression sur les nombreux défis qui se posent au secteur énergétique de la région. La récession mondiale frappe durement les producteurs et consommateurs d'énergie, en particulier les pauvres qui ne peuvent peut-être pas se payer ces services. Une aide axée sur le paiement des services énergétiques est nécessaire pour appuyer les communautés les plus démunies. L'aide pourrait prendre la forme de subventions focalisées.

Finalement, étant donné la pénurie particulièrement élevée d'énergie dans certaines parties du Continent, son utilisation efficace est une priorité qui devrait toujours entrer en ligne de compte dans toute politique, loi ou initiative qui cherche à améliorer l'accès à l'énergie. Une gestion améliorée des systèmes énergétiques est fondamentale vu qu'il ne saurait être question de gaspiller l'énergie. Une énergie gaspillée en raison d'une infrastructure énergétique vieillissante ou de technologies désuètes (p. ex. vieux réfrigérateurs, des ampoules inefficaces, etc.) sont des questions qui doivent être abordées sans délai par le biais de la normalisation, de politiques d'étiquetage et des investissements à coûts peu élevés sur les technologies d'efficacité énergétique.

Politiques proposées

- Avancement des politiques et régimes d'électrification rurale
- Promotion de pratiques optimales liées à l'utilisation durable de la biomasse
- Développement de programmes de biocombustibles durables
- Mécanismes de paiement qui appuient l'accès de la population démunie aux services énergétiques
- Avancement des politiques et règlements d'efficacité énergétique comme un thème de portée générale lié à l'accès à l'énergie moderne
- Identification et promotion de pratiques optimales sur l'amélioration de l'accessibilité et de l'abordabilité des services énergétiques modernes

II. Lien entre l'énergie et le changement climatique

Les secteurs de l'énergie et des transports sont les plus gros contributeurs aux émissions globales de gaz à effet de serre causées par la combustion de combustibles fossiles. Ces deux secteurs combinés couvrent à eux seuls 70 % des émissions de gaz à effet de serre qui s'échappent dans l'atmosphère. Selon la Banque mondiale, le secteur énergétique à lui seul génère 59 % des émissions totales des gaz à effet de serre. Avec un taux accumulé de 145 % entre 1970 et 2004, le secteur énergétique est également celui qui prend le plus rapidement de l'ampleur dans sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre, il est suivi du secteur des transports (120 %); du secteur de l'industrie (65 %); le secteur de l'utilisation du sol, des modifications du sol et de la gestion forestière (40 %); le secteur agricole⁶ (27 %); et le secteur de la construction⁷ (26 %).⁸ Inversement, le secteur énergétique est extrêmement vulnérable aux impacts associés au changement climatique. Le lien étroit entre l'énergie et le changement climatique entraîne de graves conséquences pour la croissance économique et la durabilité environnementale.

Le gaz carbonique (CO₂) est le type d'émission de gaz à effet de serre le plus commun. En 2005, 8,1 milliards de tonnes métriques d'émissions de CO₂ liées à l'énergie avaient leur origine dans les Amériques, avec 7 milliards ayant leur source en Amérique du Nord et au Mexique. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes représente 8,5 % de la population mondiale et représente environ 12 % des émissions globales de gaz à effet de serre. Les émissions de CO₂ qui s'échappent dans l'atmosphère en raison de la combustion de combustibles fossiles ont augmenté de 760 millions de tonnes en 1980 à 1 327 milliard de tonnes en 2005. Selon des données publiées par l'AIE, ceci représente un taux de croissance annuel moyen de 2,3%. Au niveau régional, les émissions de CO₂ provenant du secteur des transports ont presque doublé entre 1980 et 2005, de 251 millions de tonnes à 453 millions de tonnes. Ceci représente un taux de croissance annuel moyen de 2,4 %. Inversement, le secteur énergétique représente 26 % du total des émissions de CO₂ dans la région.

Dans son Quatrième Rapport d'évaluation sur le changement climatique, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) conclut que les températures mondiales ont augmenté d'environ 0,74°C (0,56°C à 0,92°C) depuis le 19^e siècle, ceci résultant des émissions de gaz à effet de serre provoquées par l'homme. La même tendance se retrouve dans les Amériques. Selon certaines études, si nous réussissons pas à venir à bout des émissions de gaz à effet de serre provoquées par l'homme, nous pourrions devoir assumer des coûts annuels estimés de 5 à 20 % du produit intérieur brut du monde, coûts qui représentent les risques du changement climatiques.

L'escalade de la relation entre l'énergie et le changement climatique a un impact direct sur un certain nombre de questions qui incluent les situations suivantes, sans pour autant y être limitées:

- Effondrement des lignes électriques causée par des vents très forts, des tempêtes et des ouragans qui peuvent entraîner des pannes d'électricité et des blackouts;

⁶ Pourcentage basé sur une analyse de la période de 1970 à 1990

⁷ Idem

⁸ Données émanant du Groupe intergouvernemental des Nations Unies sur le changement climatique

- Fluctuation de la disponibilité de l'eau utilisée à des fins commerciales, résidentielles ou agricoles, ceci étant causé par des variations des cycles hydrologiques dues au changement climatique. Ceci affecte alors la disponibilité de l'eau qui doit être utilisée par des générateurs d'électricité dans les processus de refroidissement;
- Graves dommages, destruction et mort causés par des orages et des ouragans, qui entraînent des pertes directes pour l'industrie énergétique;
- Accroissement de la fréquence et de l'intensité des inondations causées par de violents événements météorologiques qui perturbent l'approvisionnement en énergie et endommagent ou détruisent la production, la distribution, la transmission et les installations de transport de l'énergie;
- Sécheresses et taux de précipitation réduits qui diminuent les niveaux d'eau des réservoirs de centrales hydroélectriques, affectant ainsi leurs capacités de produire de l'électricité.

Des enquêtes sur les secteurs de l'énergie et des transports sont essentielles lorsqu'il est question d'examiner des stratégies d'atténuation du changement climatique, basées sur une réduction de la combustion de combustibles fossiles. Les secteurs de l'énergie et des transports sont très susceptibles aux impacts du changement climatique. Par exemple, l'énergie renouvelable se fie aux régimes climatiques et météorologiques tels que les cycles hydrologiques, la configuration des vents et les niveaux de radiation solaire. Les systèmes d'énergie renouvelable sont intrinsèquement plus sensibles au changement climatique que les systèmes d'énergie dérivée des combustibles fossiles parce qu'ils font partie d'une interaction complexe de cause à effet. En comparaison, les systèmes d'énergie dérivée des combustibles fossiles ne sont dépendants que des réserves géologiques. Pour toutes ces raisons, l'énergie renouvelable est extrêmement vulnérable aux événements climatiques extrêmes. En même temps, il est recommandé d'accroître la production énergétique renouvelable comme un moyen important pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, contribuant par là à l'atténuation des effets du changement climatique.

Le lien entre l'énergie et le changement climatique a entraîné une reconnaissance universelle du fait que: (a) les habitudes actuelles de production et de consommation ne sont pas viables, (b) une évaluation approfondie d'autres alternatives est impérative pour obtenir des solutions énergétiques durables. Modifier l'approche "continuer comme si de rien n'était" sera quelque chose d'essentiel pour promouvoir la diversification de l'énergie et l'énergie propre. Les futures politiques énergétiques devront être axées sur les concepts suivants: utilisation efficace des sources d'énergie durable comme l'énergie éolienne, solaire et géothermique; accélération de la recherche et du développement des technologies à basse teneur en carbone, appliquées à des véhicules qui consomment moins d'énergie; reconception de la manière dont les produits sont manufacturés; réhabilitation des maisons et immeubles commerciaux pour les rendre plus efficaces.

Politiques proposées

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a engagé des négociations à l'échelle mondiale, qui ont mené à la création du Protocole de Kyoto en 1997. Le Protocole de Kyoto prend fin en 2012, et les nations du monde s'intéressent déjà à un accord post-Kyoto sur le changement climatique. Il est donc impératif que les

chefs d'État des Amériques créent les conditions politiques dans la région pour faciliter la conclusion d'un accord post 2012 équitable qui est suffisamment ambitieux pour venir à bout du changement climatique. Le Cinquième Sommet des Amériques offre une opportunité unique pour les leaders des Amériques d'engager des discussions sur les thèmes suivants:

- Recherche et développement d'outils de projection climatique pour le développement de l'énergie renouvelable;
- Pratiques optimales de la gestion des eaux pour la production d'énergie;
- Investissement dans des mesures d'économie d'énergie, y compris des programmes d'incitatifs pour la technologie énergétique durable, pour la production et l'efficacité en phase d'usage final;
- Identification et élimination des contraintes sur l'infrastructure de transmission au moyen de processus et de mécanismes d'intégration régionale;
- Coopération régionale dans le financement de la construction de nouvelles lignes de transmission permettant de réduire l'inefficacité dans la transmission de l'énergie;
- Politiques et pratiques qui renforcent l'intégrité de l'infrastructure énergétique essentielle;
- Politiques nationales de diversification du portefeuille énergétique qui tiennent compte de la protection de l'environnement et abordent la question des émissions de gaz à effet de serre;
- Création de conditions politiques pour un accord post 2012 équitable et suffisamment ambitieux pour venir à bout du changement climatique.

III. Fiabilité des approvisionnements en énergie

La disponibilité de l'électricité, de combustibles liquides et d'autres ressources énergétiques à tout moment, et à long terme (décrite comme fiabilité énergétique), peut être perturbée en raison d'un certain nombre de causes naturelles et humaines, y compris:

- Catastrophes naturelles tels qu'ouragans, inondations, tremblements de terre, sécheresse;
- Actes de la volonté humaine, y compris terrorisme, sabotage, guerres, grèves;
- Défaillances mécaniques et d'équipement, y compris les perturbations des lignes de transport d'énergie, les déversements, les bris, etc.
- Réductions ou absence de ressources naturelles, y compris l'épuisement des réserves de pétrole et de gaz, les pénuries d'eau, les réductions de vent et d'autres ressources.

Dans la plupart des cas, le manque de fiabilité est dû à une provision insuffisante de ressources énergétiques lorsque se produisent des événements tels que ceux décrits ci-dessus. On peut le voir dans les cas où la grille d'approvisionnement en électricité n'est pas complètement intégrée. L'intégration des lignes de transport d'électricité est un moyen important pour assurer la prestation de services fiables dans le sens qu'il fournit des liens multiples qui offrent des procédures de sauvegarde lorsqu'il y a un point de panne unique. Il s'agit là d'un élément essentiel, non seulement au niveau national lorsque les grilles locales ne sont pas interconnectées pour former un solide réseau de distribution nationale d'électricité. Il y a donc là un défi clé qui doit être relevé entre les pays et les sous-régions du Continent. Le rapport *Coopération et intégration régionale en matière d'électricité dans les Amériques*, produit par le Secrétariat général de l'OEA⁹, indique que la fiabilité générale de l'approvisionnement du Continent en électricité peut être notablement améliorée en développant de nouvelles interconnexions entre les pays. Le rapport cite le Système intégré d'électricité pour l'Amérique centrale (SIEPAC) comme un exemple d'interconnectivité. L'accès fiable aux sources énergétiques fournies par le biais des pipelines de pétrole et de gaz peut être amélioré en augmentant le nombre d'interconnexions entre les sources et points de demande, comme cela se fait dans le secteur de la production d'énergie¹⁰.

La fiabilité peut également être renforcée en assurant la disponibilité de ressources multiples pour le même service. Par exemple, l'électricité peut être produite par de nombreuses ressources différentes. On pourrait inclure ici divers combustibles fossiles (p. ex. pétrole, gaz et charbon), énergie nucléaire et ressources renouvelables (technologies solaire, éolienne, géothermique, hydroélectrique, biomasse et océanique). En Amérique latine, une région riche en ressources naturelles, 49 % de la production d'énergie provient de ressources fossiles et seulement 47 % provient de l'hydroélectricité. Les autres 4 % sont produits par toutes les autres alternatives. Dans le secteur des transports, la dépendance sur un nombre limité de ressources est encore plus notable. Dans l'ensemble du Continent, à l'exception du Brésil, le secteur des transports est presque exclusivement dépendant des produits pétroliers (principalement l'essence, la diesel et le carburant aviation). La fiabilité des secteurs de l'électricité et des

⁹<http://www.oas.org/osde/reia/Documents/Regional%20Electricity%20Cooperation%20and%20Integration%20in%20the%20Americas.pdf>

¹⁰http://www.worldenergy.org/publications/regional_energy_integration_in_latin_america_and_the_caribbean/default.asp

transports est souvent compromise par des pénuries ou d'autres contraintes sur les ressources primaires. De telles contraintes peuvent être le résultat d'une ou de l'autre des causes susmentionnées. Une solution évidente à ce défi consisterait à diversifier la filière énergétique. En incorporant un éventail varié de combustibles fossiles, de sources d'énergie renouvelable et d'autres alternatives, la dépendance sur une ressource particulière peut être réduite et la vulnérabilité d'un pays aux perturbations de l'approvisionnement peut être minimisée.

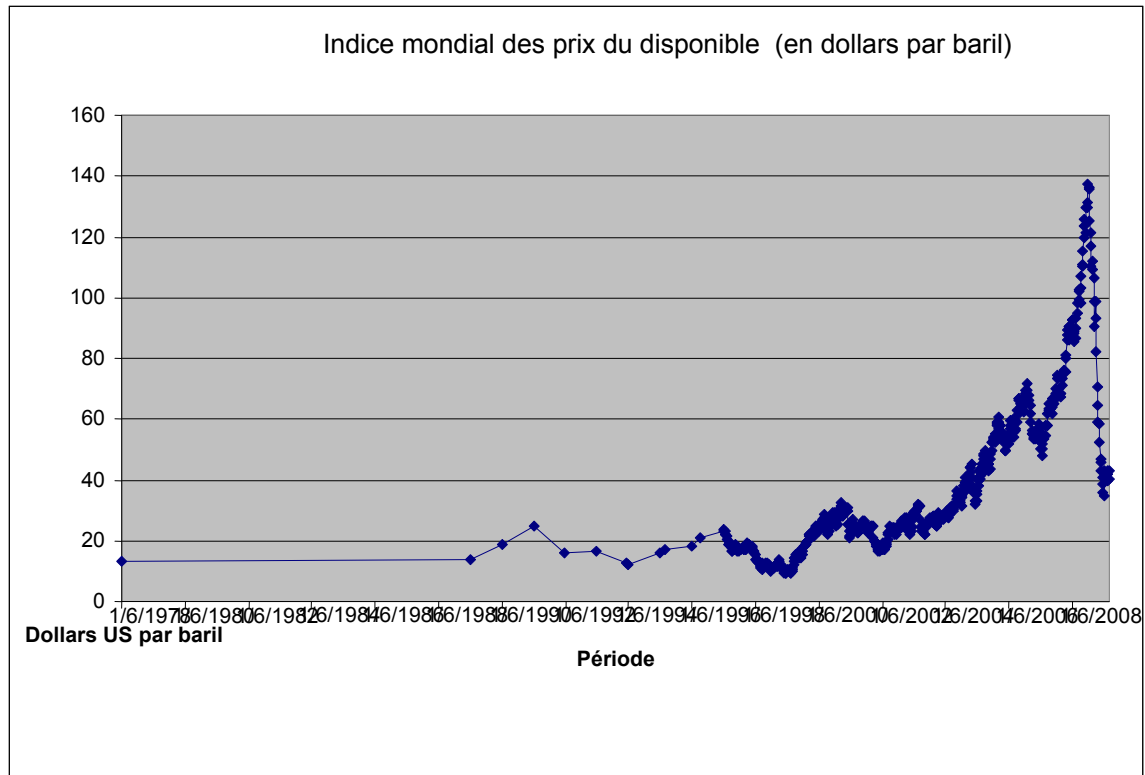
Politiques proposées

- Promouvoir les raccordements régionaux et transfrontières d'électricité et de canalisation;
- Renforcer/établir le Partenariat pour une énergie durable dans les Amériques (SEPA), notamment en l'utilisant pour encourager le développement et l'utilisation d'une grande variété de ressources et pour bâtir des programmes collaboratifs entre les pays en vue de renforcer les réseaux d'approvisionnement en énergie;
- Encourager le déploiement de sources d'énergie renouvelable par l'entremise de politiques ciblées et de programmes d'incitatifs fiscaux;
- Faciliter le transfert de technologies énergétiques propres, novatrices et alternatives entre les pays de la région;
- Faciliter le partage de la gestion énergétique et de la capacité de développement binationale ou multinationale et promouvoir l'échange de connaissances au sein de l'hémisphère occidental;
- Disséminer les mises à jour technologiques nécessaires pour encourager l'économie d'énergie et pour prévenir les pertes d'énergie dans différents secteurs de l'économie afin des les rendre plus résilients aux chocs de l'extérieur;
- Identifier les projets énergétiques susceptibles d'un concours bancaire qui pourraient entraîner un accroissement de l'investissement étranger direct pour le développement de l'énergie durable, y compris l'investissement pour un accroissement de la capacité installée afin de répondre à la demande en énergie; amélioration des installations énergétiques vulnérables, y compris les centrales de production thermique non fiables et les lignes de transmission et investissements dans les grilles transfrontières pour faciliter le commerce de l'électricité entre les pays.

IV. Volatilité des prix de l'énergie

Quand on parle de la volatilité des prix de l'énergie, on entend le degré d'incertitude et de risque lié aux prix des produits énergétiques dans le temps. La fluctuation spectaculaire des prix du pétrole à l'échelle mondiale en 2008 est un clair exemple de la volatilité des prix de l'énergie, qui représente une menace significative à la sécurité énergétique dans les Amériques. La volatilité—principalement dans le domaine du pétrole et du gaz—a soulevé des préoccupations relativement à son impact sur le développement économique et social. Les défis sont particulièrement graves pour les nations pauvres et de moindre superficie.

Les prix du pétrole ont augmenté de façon notable au cours des dix dernières années, passant de 12 dollars le baril en janvier 1999 à une pointe de 145 dollars US en juillet 2008, le prix élevé de toute l'histoire pour ce produit de base. La pointe du pétrole brut en 2008 a amené quelques nations des Caraïbes à dépenser plus de 100 % de leurs recettes d'exportation sur des achats de pétrole brut. En raison de la crise financière mondiale, les prix du pétrole brut ont baissé fortement en janvier 2009 pour atteindre 35 dollars US. Bien qu'il y ait certainement des avantages économiques à retirer d'une baisse des prix du pétrole, il y a un réel danger que différents secteurs de l'économie se détournent des technologies à bon rendement énergétique. De même, les consommateurs pourraient être moins enclins à demander des sources d'électricité alternatives pour se prononcer en faveur des ressources de pétrole et de gaz moins coûteuses. Et pourtant, l'histoire a montré qu'avec le temps, il y a souvent retour à un pétrole de prix élevé et à une très grande volatilité, et il est donc essentiel de maintenir des efforts de réduction de la consommation de pétrole et de gaz tout au long de la crise économique. Le graphique ci-dessous montre le prix mondial du disponible pour le pétrole brut entre 1978 et 2008. La période entre 2002 et 2008 montre que les prix du pétrole brut ont triplé. Cette tendance peut être caractérisée de volatile, en particulier entre 2007 et 2008.



Prix hebdomadaire du disponible f. à b. pour tous les pays, pondéré en fonction du volume estimé des exportations (dollars par baril)
(EIA, 2009)

Les impacts de prix à la hausse et volatiles de l'énergie peuvent être réduits de manière notable par des portefeuilles énergétiques diversifiés et dynamiques. En développant un éventail diversifié de ressources énergétiques, un pays sera mieux placé pour stabiliser son budget énergétique et réduire son exposition à des variations extrêmes du marché. Un portefeuille énergétique dynamique peut être suffisamment versatile pour s'adapter, avec le temps, aux fluctuations de la demande en énergie et aux tendances du marché. En ce qui concerne le côté du marché énergétique de détail, des politiques de déréglementation des marchés de l'électricité peuvent permettre aux consommateurs de choisir leur fournisseurs d'énergie et de payer le coût véritable de l'énergie. La déréglementation mène à la concurrence, et la concurrence permet de baisser les prix payés par les acheteurs.

Des baisses des prix de l'énergie sont normalement perçues par les consommateurs comme quelque chose de positif vu que cela permet de réduire un peu la pression qui s'exerce sur des budgets énergétiques nationaux déjà rudement mis à l'épreuve, en particulier dans la région des Caraïbes. Cependant, les prix peu élevés de l'énergie peuvent également entraîner une réduction des investissements dans de futures sources conventionnelles (pétrole, gaz, charbon) et renouvelables (solaire, géothermale, vent) et d'autres technologies à basse teneur en carbone, et des réductions de revenu pour les pays exportateurs d'énergie nette. De plus, la crise financière mondiale et l'effondrement des prix de l'énergie ont épuisé les fonds d'investissement dans de nouvelles entreprises énergétiques. En d'autres mots, les prix à la baisse des combustibles fossiles ne fournissent pas les incitatifs nécessaires pour promouvoir des portefeuilles énergétiques diversifiés et dynamiques et pour réduire l'exposition d'un pays à

une future volatilité des prix de l'énergie. De plus, les prix peu élevés des combustibles fossiles ne créent pas des conditions favorables pour l'avancement des types de politiques sur la teneur peu élevée en carbone, dont on a justement besoin pour venir à bout du changement climatique.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'investissement dans l'infrastructure énergétique est de moins de 2 % du produit intérieur brut. Un financement substantiel est requis pour appuyer la recherche et le développement dans le domaine de l'énergie renouvelable et des technologies de l'efficacité énergétique, pour encourager le renforcement des capacités institutionnelles et pour faciliter l'intégration des normes techniques et de la coopération énergétique dans la région. La volatilité des prix de l'énergie a un impact direct sur un certain nombre de questions qui incluent, sans pour autant y être limitées:

- Budgets énergétiques nationaux mis à l'épreuve, épuisement des réserves de devises, et accès perturbé à l'énergie pour certains groupes marginalisés dans des cas où le prix de l'énergie est trop élevé;
- Réduction de l'investissement dans l'énergie conventionnelle et renouvelable et dans d'autres technologies à basse teneur en carbone, accompagnée d'une réduction des revenus des pays exportateurs d'énergie dans les cas où le prix de l'énergie est trop bas;
- Accès inadéquat au crédit pour assumer le coût initial élevé des projets d'énergie renouvelable.

Politiques proposées

- Création de portefeuilles de l'énergie diversifiés et dynamiques basés sur les ressources renouvelables et non renouvelables, y compris la promotion de technologies à basse teneur en carbone;
- Mise en œuvre de politiques et cadres économiques qui contribuent aux nouveaux investissements dans l'énergie renouvelable;
- Promotion de politiques de déréglementation des marchés de l'électricité pour permettre aux consommateurs de choisir leurs fournisseurs en énergie et de payer le coût véritable de l'énergie;
- Établissement de cadres juridiques et stratégiques qui facilitent un déplacement significatif de l'investissement vers les technologies à basse teneur en carbone;
- Renforcement des capacités institutionnelles et de l'intégration des normes techniques et de la coopération énergétique.

V. Conclusion

Les combustibles fossiles continueront d'être la source d'énergie dominante pendant de nombreuses années encore, mais le gaz naturel prendra encore plus d'importance. Les pays exportateurs de combustibles fossiles ne mettront pas fin à leur exploitation, et les nations aux économies en plein essor de l'Amérique latine et des Caraïbes ne peuvent pas s'éloigner radicalement de leur consommation pour répondre à leurs besoins croissants en énergie. En dépit de tout ça, la disponibilité limitée de combustibles fossiles et la besoin de venir à bout du changement climatique exigent l'action. Un changement de cap majeur dans la production, la distribution et les habitudes de consommation d'énergie est donc inévitable. Les chefs d'État des Amériques doivent se pencher sur ces questions en mettant en évidence la notion que la question de l'énergie peut être abordée de façon efficace au moyen de la durabilité, de l'intégration, de la transformation des marchés et de la diversification.

On ne saurait trop répéter à quel point il est important de mettre en œuvre avec succès des stratégies énergétiques qui profitent aux générations actuelles comme à celles de l'avenir. C'est pour cette raison que la durabilité énergétique doit toujours être à l'avant-plan des préoccupations des pays des Amériques. La nécessité d'aborder des questions telles que l'accès à des services énergétiques modernes, le changement climatique, la fiabilité de l'approvisionnement énergétique et la volatilité des prix de l'énergie a été examinée par les gouvernements de la région à presque chaque Sommet des Amériques tenu depuis que ce processus a été engagé en 1994. Les gouvernements des Amériques deviennent également de plus en plus conscients des liens entre l'énergie, le changement climatique et la pauvreté.

La question de la durabilité énergétique inclut le type d'actions qui doivent être profondément enracinées dans les politiques, plans et stratégies qu'une nation doit mettre en œuvre pour assurer son développement et sa prospérité. D'autre part, le concept de la sécurité énergétique est essentiel à la croissance économique, au développement, à l'allègement de la pauvreté et à la santé. Il est également lié aux questions environnementales telles que la contamination et le réchauffement planétaire.

Le potentiel de la région en génération d'énergie renouvelable est énorme. L'énergie renouvelable a été une partie importante du panier d'énergies dans les Amériques depuis de nombreuses années. L'énergie hydroélectrique forme une partie importante de l'approvisionnement en électricité en Argentine, au Brésil, au Paraguay et en Uruguay. Au Brésil seulement, l'énergie hydroélectrique satisfait à environ 85 % des besoins en électricité, alors que le Costa Rica reçoit à peu près 99 % de toute son électricité de sources renouvelables propres. En ce qui concerne l'économie d'énergie, de nombreux gouvernements sont à mettre en œuvre des plans pour améliorer la performance des appareils électroménagers, des immeubles, des industries et des véhicules afin de les rendre plus efficaces.

Le Cinquième Sommet des Amériques, qui va se tenir à la Trinité-et-Tobago, offre aux chefs d'État du Continent une occasion unique de traiter les défis de l'énergie et du changement climatique qui se posent au 21^e siècle. Il leur donne également l'occasion d'engager des discussions sur la nécessité d'avoir des conditions politiques adéquates dans la région pour la négociation d'un accord post-2012 équitable et suffisamment ambitieux pour venir à bout du changement climatique.

Une action urgente et concertée doit être prise pour assurer que les incertitudes autour de l'énergie ne freinent pas la prospérité de la région. La crise financière actuelle dans le monde met en évidence le besoin d'une motivation et d'une coordination politique significative pour faciliter le déploiement de technologies énergétiques renouvelables, faire avancer l'efficacité énergétique et promouvoir l'intégration en matière d'énergie et les efforts de coopération. Les peuples des Amériques et leurs leaders doivent rapidement augmenter à l'échelle leurs initiatives énergétiques renouvelables et mener la région dans une nouvelle ère de durabilité énergétique.